	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p>
	<p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	<p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de SAINT-BERNARD
SIRET/SIREN 21010 339600011
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Mairie de SAINT-BERNARD – 390 rue de Saône – 01600 SAINT-BERNARD Tel : 04 74 00 08 49 – Courriel : mairie@mairie-saint-bernard.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
Bernard REY, Maire de SAINT-BERNARD
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)

Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Modification N°3 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Bernard
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
07 Septembre 2010 – Géoportail de l'Urbanisme
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Commune de Saint-Bernard
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Voir annexe 1

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé par arrêté du préfet de région le 10 Avril 2020.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
Le SCoT Val de Saône Dombes révisé en février 2020.
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-Méditerranée et PCAET Dombes Saône Vallée approuvé en Mars 2023
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input type="checkbox"/> Oui

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
La révision du PLU datant de 2010, aucun document reprenant les incidences sur l'environnement n'a été établi (évaluation environnementale ou cas par cas)
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Il n'y a jamais eu d'évaluation environnementale du PLU au vu de la date de son approbation mais plusieurs procédures de modification entraînant examen au cas par cas ont eu lieu.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Modification Simplifiée n°1 , approuvée le 15 mars 2011 : procédure pour : <ul style="list-style-type: none"> • Rectifier une erreur matérielle ; • Augmenter le CES, le COS, la hauteur maximale des constructions dans lesquels peuvent être autorisées l'extension limités des constructions existantes ; • Diminuer les obligations de recul par rapport aux limites de terrain ou par rapport aux autres constructions situées sur le même terrain ; • Diminuer la superficie minimale des terrains constructibles ; • Supprimer des règles qui auraient pour objet ou pour effet d'interdire l'installation de systèmes domestiques solaires thermiques ou photovoltaïques ou de tout autre dispositif individuel de production d'énergie renouvelable, l'utilisation en façade du bois ou de tout autre matériau renouvelable permettant d'éviter des émissions de gaz à effet de serre ou la pose de toitures végétalisées ou retenant les eaux pluviales ; • Supprimer un ou plusieurs emplacements réservés ou réduire leur emprise ; • Supprimer des règles qui auraient pour seul objet ou pour seul effet d'interdire l'installation d'ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés sur le sol, d'une puissance crête inférieure ou égale à douze mégawatts, dans les parties des zones naturelles qui ne font pas l'objet d'une protection spécifique en raison de la qualité des sites, des milieux naturels

et des paysages et qui ne présentent ni un intérêt écologique particulier ni un intérêt pour l'exploitation forestière.

Modification Simplifiée n°2, approuvée le 06 octobre 2014 : procédure pour prendre en compte les conséquences de la publication de la loi ALUR stipulant que les Coefficients d'Occupation des Sols faisait l'objet d'une suppression dans les communes dotées d'un PLU. Par ailleurs, dans un rapport de compatibilité avec le SCoT, il était nécessaire d'intégrer des règles de densité, notamment avec l'instauration des Coefficients d'Emprise au Sol (CES).

Modification Simplifiée n°3, approuvée le 02 mai 2016 : procédure pour prendre en compte les deux lois Grenelles qui ont renforcé la dimension environnementale et territoriale des documents d'urbanisme en leur fixant de nouveaux objectifs. Ainsi, la commune a souhaité donc « grenelliser » son PLU en complétant les pièces du PLU approuvé.

Modification Simplifiée n°4, approuvée le 17 juin 2024 : L'enjeu de la modification simplifiée est de faire évoluer le règlement du secteur Ubz de la zone UB afin de permettre l'aménagement des ateliers municipaux dans le bâtiment situé sur ce secteur.

Modification de Droit Commun n°1, approuvée le 28 mars 2018 : procédure pour :

- Prendre en compte les observations de l'Architecte des bâtiments de France ;
- Porter une attention particulière au traitement du volet circulations ;
- Préserver le patrimoine et l'environnement naturel qui font la spécificité de Saint-Bernard.

Modification de Droit Commun n°2, approuvée le 14 Septembre 2020 : procédure pour faire évoluer le PLU pour permettre une modification du Coefficient d'Emprise au Sol (CES) de la zone UB du PLU qui n'est pas adapté à la réalisation d'équipements à vocation sociale dans le secteur UBz, dont c'est la seule vocation.

Au vu de la mise en place du cas par cas en Juillet 2010, l'intégralité de ces procédures ont fait l'objet d'un examen au cas par cas.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification Simplifiée n°3 du PLU

Considérant les évolutions à apporter, il est possible de conduire cette procédure dans le cadre d'une **modification** du PLU telle qu'elle est prévue aux articles L153-36 et suivants puisque l'évolution du document n'aura pas pour effet :

- Soit de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durable ;
- Soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- Soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier.

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

1 484 habitants (INSEE 2020)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	320 ha			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Zones U	117.5	36.7 %	117.5	36.7 %
Zones 1 AU	2.57	0.8 %	2.57	0.8 %
Zones 2 AU	8.64	2.7 %	8.64	2.7 %
Zones A	31.4	9.8 %	31.4	9.8 %
Zones N	159.89	50 %	159.89	50 %
Total	320	100 %	320	100 %

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

PADD 2010

« [...]

Réinvestir les tissus urbains existants :

- 20 % minimum de réhabilitation, urbanisation dans les dents creuses...

Formes urbaines diversifiées et moins consommatrices d'espace :

- 60 % maximum de logements individuels purs et 40 % minimum de logements individuels groupés et de petits collectifs
- 15 logements/hectare minimum » (Page 6)

« Afin de maîtriser sa croissance, la commune souhaite autoriser un rythme de l'ordre de 4 logements nouveaux par an, cela veut dire, à l'horizon de 15 ans (2009-2023), une soixantaine logements supplémentaires (soit 542 logements). On peut estimer que le nombre moyen de personnes par ménage sera de 2,8 (2,9 à St Bernard en 2006).

Ainsi, selon ce scénario, la population en 2023 sera d'environ 1520 habitants, soit une croissance d'environ 0,5 % par an (croissance inférieure au maximum autorisé par le SCoT).

Le PLU prévoit donc les espaces correspondant à la consommation de terrain nécessaire pour cet objectif de 60 logements. Le Plan Local pour l'Habitat devra confirmer cette hypothèse.

[...]

Les potentiels constructibles :

L'analyse des espaces interstitiels libres du Plan d'Occupation des Sols (document en vigueur au moment de la révision du Plan d'Occupation des Sols en Plan local d'Urbanisme) donne les chiffres suivants en termes de construction de logement potentiel :
En zone UB : une vingtaine de logements
En zone NB : une douzaine de logements
En zone INAd : une vingtaine de logements.

Sur cette base, le PLU doit donc prévoir les espaces nécessaires pour permettre l'implantation d'environ 60 logements nouveaux dans les quinze années à venir en tenant compte à la fois de la rétention foncière et de la maîtrise d'un rythme annuel... Il faut donc chercher où se trouveront les nouvelles zones de développement. »

(Page 7)

« L'analyse fine du territoire montre qu'à l'intérieur de la tache urbaine, des secteurs de superficie supérieure à 1 hectare sont encore libres de tout aménagement en cœur d'îlots. Ces secteurs peuvent tout à fait répondre aux besoins pour l'habitat, exprimés ci-dessus. L'urbanisation de tel secteur est d'autant plus intéressante qu'elle permet d'être proche du centre village et de ses services et de répondre au principe de limitation de l'étalement urbain et d'utilisation économe et équilibrée des espaces naturels et agricoles indiqué dans le SCoT.

Pour maîtriser le rythme de développement, une partie de ces secteurs sera ouverte immédiatement à l'urbanisation, tandis que d'autres ne pourront l'être que par modification au cours de la vie du PLU. Le secteur présentant la plus grande superficie, secteur du « Bois des Lys » ne devrait même pas être ouvert à l'horizon de ce PLU afin de ne pas compromettre la volonté de maîtrise de l'accroissement de la population. »

(Page 7 et 8)

« Du centre bourg ancien au quartier de la nouvelle mairie et à proximité des écoles, le PLU prévoit la possibilité de la mise en place d'un quartier proposant une offre alternative en logements. Ce secteur central prévoit d'autoriser une certaine densité et une certaine hauteur afin d'inciter à la construction de logements en petits collectifs et/ou en pavillonnaires groupés.

[...]

À partir du bourg-centre, le PADD prévoit deux secteurs, de superficie mesurée, pouvant admettre une densité assez forte. [...] Dans les secteurs évoqués ci-dessus, il s'agit

essentiellement de favoriser l'urbanisation des dents creuses et d'inciter au renouvellement urbain. Toujours dans l'idée d'un développement concentrique, la commune a choisi de définir des secteurs de développement de l'habitat dans des espaces actuellement vierges de toute construction, mais à l'intérieur du tissu urbain. »
(Page 10, 11 et 12)

«

Zone du PLU	Potentiel en logement	Consommation d'espace
ZONE U	Environ 67 logements	6 ha
ZONE 1AU _p (secteur de la Bruyère)	Environ 12 logements	1,4ha
ZONE 1AU (secteur Gravier Vaillant)	Environ 15 logements	1ha

Le scénario du PLU propose donc de consommer 8,4ha pour les 15 prochaines années. Il représente donc un objectif de densité de 11lg/ha. De 2000 à 2010, la commune a consommé 6 hectares en dix ans. Ainsi, le projet communal permet donc d'économiser de l'espace. »
(Page 14)

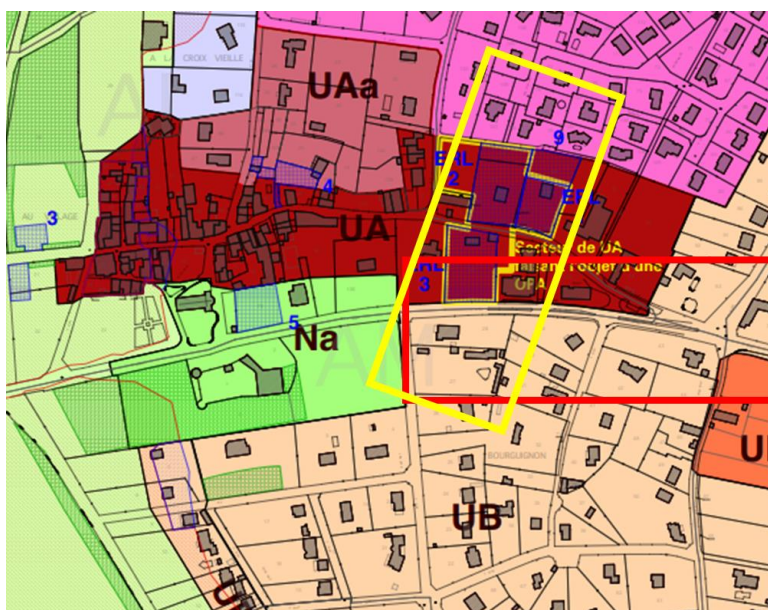
4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

L'enjeu de la modification N°3 est de faire évoluer le règlement écrit et graphique du PLU afin d'intégrer les résultats de l'étude sur l'aménagement du centre bourg.

La modification a pour but d'intégrer au PLU les évolutions nécessaires pour retraduire le scénario de l'étude de centre bourg basé sur deux grands axes d'aménagement :

- L'évolution urbaine (de la route à la rue) de l'avenue Valadon ;
- La place transversale, perpendiculaire à l'avenue Valadon.



<p>La modification porte sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evolution de zones UB en zones UA - Evolution des emplacements réservés pour programme de logement - Evolution des OAP
<p>4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document</p>
<p>4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>4.3.4 La procédure a pour objet :</p>
<p>- de créer un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>- de déclasser un espace boisé classé</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
<p>Si oui, préciser la localisation et la superficie</p>
<p>- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p>

<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucune zone Natura 2000 n'est répertoriée sur la commune.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par le PPRI « Saône et Formans » approuvé le 27 février 2014.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur la commune, nous retrouvons 3 anciens sites industriels ou activités de service entraînant un risque de pollution des sols (carrière, atelier d'entretien et de réparation automobile, emmagasinage et distribution de carburants).
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nous retrouvons 2 bâtiments classés ou inscrit aux monuments historiques, notamment l'ancien prieuré de La Bruyère dit château de la Bruyère et un château fort construit à la fin du XII ^{ème} siècle.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Nous retrouvons une grande étendue de zones humides et plus particulièrement sur ces frontières. Ces dernières sont liées à la rivière de la Saône et du Formans.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La trame principale (corridor écologique) correspond au passage des deux rivières en frontière directe de la commune. Il s'agit plus particulièrement d'une trame aquatique.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune est concernée par une ZNIEFF de Type 1, « Îles et prairies de Quincieux » qui n'occupe qu'une partie infime du territoire et une de Type 2 « Val de Saône Méridional ».

Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Sur la commune, nous retrouvons de grandes surfaces répertoriées en tant qu'espace boisé classé. Cela, pour une grande partie, correspond à la ripisylve des deux cours d'eau bordant le territoire communal. Nous trouvons de même au sein de la commune des éléments plus ponctuels.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné se retrouve en plein milieu urbain et éloigné des zones de risque inondation (à 300m).
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le secteur concerné se retrouve éloigné des sites BASIAS mentionnés précédemment. Le site le plus proche se retrouve à environ 500m.

stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve instituée en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	L'un des deux sites patrimoniaux évoqués précédemment (le château de Saint Bernard est limitrophe des parcelles impactées par la modification n°3 Pour l'autre site, il n'y a pas de covisibilité.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Comme mentionné précédemment les zones humides sont sur le contour de la commune en lien avec les cours d'eau la bordant. La zone humide la plus proche se localise à 300m.

D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La seule trame principale (corridor écologique) correspond au passage de la Saône et du Formans. Cette dernière se localise à 300m du bâtiment existant à réhabiliter.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le bâtiment faisant l'objet d'un changement de destination se localise à 600m de la ZNIEFF de Type 1 et à 200m de la ZNIEFF de Type 2.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	De nombreux espaces sont classés en EBC. Le secteur de cœur de bourg l'objet de la modification n°3 ne contient pas d'EBC.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			

--

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Octobre 2024

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Demande d'avis de l'INAO

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui

☐ Non

- participation du public par voie électronique

☐ Oui

☒ Non

- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser lesquelles

- autre, préciser les modalités

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>

4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input checked="" type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Saint-Bernard	le,	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Nom	REY	Prénom	Bernard
Qualité	Maire		
Signature			
